

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57036 Metz

Metz, le 9 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PASSIV'EST

2 avenue Bade Wurtemberg
57380 Faulquemont

Références : FAULQUEMONT_PASSIVEST_2024-02-09_RAPVI_LVM_26022
Code AIOT : 0006207692

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31 janvier 2024 dans l'établissement PASSIV'EST implanté 2, avenue Bade Wurtemberg 57380 Faulquemont. L'inspection a été annoncée le 18 janvier 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PASSIV'EST
- 2, avenue Bade Wurtemberg 57380 Faulquemont
- Code AIOT : 0006207692
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

PASSIV'EST est une PME de 14 salariés spécialisés dans le traitement de surface des métaux en inox. Elle est autorisée par arrêté préfectoral n°2007-DEDD/IC-91 du 26 mars 2007 à exploiter une installation de traitement de surface sur la zone industrielle de Faulquemont.

Elle dispose d'une seule ligne de traitement ainsi que d'un laboratoire permettant le traitement de toutes les petites pièces.

La visite d'inspection du 31 janvier 2024 s'inscrit dans le cadre de l'action suivi des échéances.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Désenfumage – présence de DEFNC	AP de Mise en Demeure du 26/09/2022, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris des actions correctives permettant de lever la mise en demeure n°2022-DCAT-BEPE-198 du 26 septembre 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/09/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : La société Passiv'Est est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Faulquemont, dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes : ◦ de l'article 3.II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié susvisé : « Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. »
Constats : Lors de la visite du 3 août 2022, l'inspection des installations classées a constaté que le bâtiment abritant l'installation, dénommé "hall process", n'est pas équipé d'une surface suffisante de dispositifs de désenfumage à commande manuelle et automatique ; La surface des sections d'évacuation à l'air libre des fumées et des amenées d'air frais devant être au moins supérieure à 1% de la superficie du bâtiment. L'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral n°2022-DCAT-BEPE-198 de respecter l'article 3.II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 dans un délai d'un an. Lors de la visite du 31 janvier 2024, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un dossier d'ouvrage exécuté de la société SIA qui a réalisé les travaux d'ouverture en toiture et d'installation des commandes automatiques et manuelles. Le constat de fin de travaux est daté du 10 juillet 2023. La surface en toiture du hall process est de 1360 m ² . Elle est divisée en deux cantons de 492 et 868 m ² . La surface des sections d'évacuation à l'air libre des fumées et des amenées d'air frais devant être au moins supérieure à 1% de la superficie du bâtiment, 4,92 m ² de surface pour l'évacuation des fumées est nécessaire dans le canton 1 et 8,68 m ² dans le canton 2, soit 13,6 m ² au total. 5 trappes de désenfumage de dimension 180 cm par 180 cm (surface unitaire de 3,24 m ²) ont été installées dans le hall process (2 trappes pour le canton 1 et 3 trappes pour le canton 2), soit une surface totale des sections d'évacuation à l'air libre des fumées et des amenées d'air frais de 16,2 m ² . L'inspection a constaté dans le « hall process » la présence des cinq trappes de désenfumage mises en service le 10 juillet 2023 ainsi que de la présence pour l'ensemble des trappes de commandes automatiques et manuelles situées à proximité des accès. La mise en demeure n° 2022-DCAT-BEPE-198 du 26 septembre 2022 est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure